Patrick Artus: «Le capitalisme dans sa forme actuelle va forcément mourir»

lopinion.fr/edition/economie/patrick-artus-capitalisme-dans-forme-actuelle-va-forcement-mourir-243529

3 mai 2021

Patrick Artus, conseiller économique de Natixis.

© DR

Le capitalisme dans sa version actuelle est à bout de souffle, les politiques économiques ont atteint leur limite. Patrick Artus, conseiller économique de Natixis, livre quelques solutions pour remédier aux dérives du système dans son dernier ouvrage « La dernière chance du capitalisme », co-écrit avec Marie-Paule Virard.

A vous lire, le capitalisme est dans un état quasi désespéré…

Il y a deux manières de voir les choses. La première, c'est la vision éthique ou politique : on peut ne pas aimer le capitalisme qui accroît les inégalités, qui a entraîné la délocalisation des industries et qui a massivement fait appel aux énergies fossiles, etc. Et puis il y a une version strictement économique, qui est de constater que ce capitalisme n'est pas efficace. Nous avions davantage de progrès techniques et de gains de productivité, plus de croissance et moins de chômage dans les années 1950 ou 1960. Le capitalisme dans lequel nous vivons fabrique une décroissance continuelle des gains de productivité.

De quelle manière ?

La première raison, qui prouve d'ailleurs que nous ne sommes plus dans un capitalisme libéral, c'est que ce capitalisme est associé à la constitution de monopoles. Or, c'est bien documenté, les monopoles sont synonymes de croissance plus faible. Les Gafa

stérilisent l'innovation, notamment parce qu'ils rachètent des start-up pour les éliminer. Et comme ils ont beaucoup d'argent, ils se développent dans des industries où ils n'ont aucune compétence et où ils sont peu efficaces. La deuxième explication, c'est que les inégalités de patrimoine ne sont pas bonnes pour la croissance. La concentration du capital dans quelques mains empêche le foisonnement de petits entrepreneurs créatifs.

Ce manque d'efficacité peut-il réellement tuer le capitalisme ?

Les inégalités qu'il a générées pourraient être supportables dans un environnement de forte croissance entraînant des hausses de salaires. Ce n'est pas le cas, le système ne crée plus de revenus. C'est d'autant plus grave que ce capitalisme est sous perfusion depuis des décennies. Faute de générer des augmentations de salaires, il a d'abord reposé sur une très forte hausse de l'endettement privé à partir des années 1990. Puis, après la crise des subprimes, il s'est relancé sur une très forte hausse de l'endettement du secteur public. Et maintenant – c'est sa troisième béquille – le système repose sur une injection monétaire absolument gigantesque et potentiellement source de grande instabilité financière. Le bilan est donc encore pire que ce que montrent les seuls chiffres de productivité.

La solution doit s'inspirer de l'ordolibéralisme, une philosophie de la gouvernance économique, politique et sociale théorisée dans les années 1930. Dans cette doctrine, les entreprises et l'Etat se partagent les rôles, les premières sont chargées de maximiser les profits dans l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes, et l'Etat veille aux externalités, la santé, la sécurité, les inégalités sociales, l'environnement

C'est l'étape d'après qui vous inquiète ?

Oui car le capitalisme dans sa forme actuelle va forcément mourir. Après la monnaie il n'y a plus rien, il n'y a pas de quatrième béquille. Or sans l'intervention des banques centrales, les taux d'intérêt remonteront, ce qui tuera toute la finance à levier et mettra fin aux politiques budgétaires accommodantes. Alors que fait-on ? On met tout par terre ? On se dirige vers le capitalisme d'Etat chinois ? Nous disons que la solution doit s'inspirer de l'ordolibéralisme, une philosophie de la gouvernance économique, politique et sociale théorisée dans les années 1930. Dans cette doctrine, les entreprises et l'Etat se partagent les rôles, les premières sont chargées de maximiser les profits dans l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes, et l'Etat veille aux externalités, la santé, la sécurité, les inégalités sociales, l'environnement. Concrètement, cela rejoint la pensée de Milton Friedman des années 1960 avant qu'elle ne soit déformée. Dans son livre *Capitalisme et liberté*, il consacre un chapitre entier à la qualité de l'éducation, y compris pour les enfants des familles pauvres, un sujet de préoccupation qu'on n'attribue pas à Friedman en général.

Pour sauver le capitalisme, il faut donc renforcer le rôle de l'Etat ?

Dans la vision ordolibérale, il n'y a pas de dirigisme. L'Etat agit via des politiques incitatives de manière que les citoyens et les entreprises soient conduits à prendre de bonnes décisions, sans être coincés dans un carcan. C'est faisable même si l'Europe a

tendance à mettre des règles partout. Fixer un prix du CO2 permet d'orienter les comportements, sans imposer telle ou telle décision ou telle ou telle norme dans les transports ou la construction, par exemple. Idem dans la vie des entreprises. La vision dirigiste, c'est l'inspection du travail qui détermine qui j'ai le droit de licencier. La version ordolibérale, c'est le bonus-malus. Si je licencie, je paye un malus sur les cotisations sociales de l'entreprise. Mais je peux licencier qui je veux. C'est ce que propose Jean Tirole depuis vingt ans et c'est ce qui se pratique d'ailleurs aux Etats-Unis. Cela marche très bien, même si beaucoup ignorent que la durée moyenne de présence d'un salarié dans une entreprise est plus longue aux Etats-Unis qu'en France.

L'ordolibéralisme est-il compatible avec l'existence des Gafa ?

Le capitalisme libéral repose sur la concurrence. Donc il faut évidemment casser les Gafa puisque nous estimons que la position dominante de ces entreprises est l'une des causes de l'affaiblissement de la croissance. Le capitalisme d'aujourd'hui n'a aucun rapport avec celui qui prévalait lors de la présidence de Ronald Reagan, par exemple. A l'époque, l'Etat n'intervenait pas dans la vie quotidienne, mais il cassait les monopoles pour mettre de la concurrence partout. Aujourd'hui, le capitalisme est libéral sur le marché du travail, puisqu'on a enlevé aux salariés leur pouvoir de négociation, ceci pour faire baisser leurs salaires. Il est illibéral sur le marché des biens, puisqu'il y a des monopoles. Tout cela maximise les profits. En réalité, c'est un capitalisme purement actionnarial, on fait tout ce qui est favorable à l'actionnaire.

Le capitalisme libéral repose sur la concurrence. Donc il faut évidemment casser les Gafa puisque nous estimons que la position dominante de ces entreprises est l'une des causes de l'affaiblissement de la croissance

Vous devenez anticapitaliste…

Pas du tout ! Tout dépend de la définition qu'on donne au capitalisme. Dans l'ordolibéralisme il y a toujours des capitalistes qui apportent du capital, des salariés qui apportent le travail, et le chef d'entreprise qui maximise le profit. Simplement, au lieu de le maximiser librement, il le maximise sous contrainte. Et ces contraintes au lieu d'être réglementaires sont des contraintes d'incitation. En fait, la dérive du capitalisme actuel peut se lire à travers deux chiffres : dans un monde où les Etats se financent entre 0 et 2 %, les actionnaires réclament toujours entre 12 et 15 % de rentabilité. Un tel écart entre le rendement du capital pour les actionnaires et les taux d'intérêt payés par les Etats n'est absolument pas justifié, et n'existait pas dans cette proportion il y a trente ans. Or cet écart est le vrai thermomètre du capitalisme actionnarial, et il s'explique par tout ce que nous avons évoqué, la baisse des salaires, les délocalisations, la constitution de monopoles. De facto, il mesure les externalités non assumées par les entreprises. Si on les incite à mieux traiter leurs salariés, avec le bonus-malus par exemple, ou à mieux protéger l'environnement avec un prix du CO2, de facto la rentabilité pour l'actionnaire reculera.

Concrètement, quelles mesures peuvent sauver le capitalisme ?

Il faut établir la liste de l'ensemble des externalités. Identifier les domaines dans lesquels l'action des individus et des entreprises est potentiellement nuisible, pour l'environnement par exemple. Et ensuite, mettre en place des politiques incitatives. Il en existe déjà un certain nombre, fixer un prix du CO2 en fait partie. Le crédit impôt recherche est aussi typiquement une mesure en phase avec l'ordolibéralisme puisqu'elle incite au développement de la R&D. Idem pour le bonus/malus en matière de licenciement, ou de la baisse des cotisations sociales sur les bas salaires qui permet de lutter contre le chômage des peu qualifiés. Autre mesure possible pour éviter les bulles spéculatives : la taxation des plus-values à court terme sur les actifs financiers et immobiliers par exemple. Joe Biden envisage d'ailleurs de quasiment doubler la fiscalité des gains en capital pour les ménages les plus riches.

Il nous reste quelques années seulement pour imaginer un capitalisme rénové et plus équilibré, capable de survivre à la disparition de sa troisième béquille, la politique monétaire, elle-même devenue complice des dérives du système puisque les taux d'intérêt ultra-bas sont source de grands déséquilibres et de grandes menaces financières.